

**BOUIRA**

# Vaste opération de ratissage dans la région de Tamellahth

**Les militaires sont-ils décidés à en finir avec le groupe terroriste Jund Al Khilafah qui se proclame de Daesh ? En tout cas, c'est l'impression que ces militaires donnent, au vu de l'impressionnant dispositif déployé dans la vaste forêt de Tamellahth, qui s'étend sur les territoires des communes d'Ahnif et El Adjiba, et ce, depuis l'assassinat de deux gendarmes au début du mois en cours, à El Adjiba.**

Depuis cet ignoble attentat perpétré contre deux gendarmes en civil et désarmés, les militaires de l'ANP se sont déployés en nombre dans la forêt de Tamellahth et malgré sa vastitude et son étalement sur une trentaine de kilomètres carrés, les militaires n'ont pas lésiné sur les moyens.

En effet, selon des sources très au fait de la chose sécuritaire, les militaires qui auraient étudié toutes les hypothèses au lendemain de l'assassinat des deux gendarmes

concernant le mouvement des terroristes qui ont commis cet odieux attentat, seraient arrivés à la conclusion que le groupe terroriste se serait retranché dans la vaste forêt de Tamellahth, une forêt où il aurait toute latitude pour s'écarter du côté de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj le long des monts des Bibans jusqu'à la forêt de Moka, dans la région d'Ighil Ali dans la wilaya de Béjaïa.

Pour la région Nord, du côté de Semmache, l'hypothèse aurait été annulée pour la simple raison que les



Des centaines de militaires ont été mobilisés.

militaires stationnés non loin des lieux, sur le carrefour de la bretelle au niveau de la RN5, ne pouvaient ne pas repérer ce groupe terroriste si celui-ci avait eu l'idée d'aller vers le

nord en traversant l'oued Sahel, dont le cours est sur des centaines de mètres et est largement dominé par ce campement militaire. Ainsi, une fois le lieu de retranchement de ce

groupe terroriste connu, des centaines de militaires de l'ANP ont été mobilisés dans cette région de Tamellahth et selon nos sources, après plusieurs jours de bombardements et de pilonnage de la région, une opération de ratissage aurait été déclenchée ce jeudi et tout porte à croire que le groupe terroriste, auteur de l'attentat contre les deux gendarmes d'El Adjiba, serait toujours là.

Hier, alors que les militaires étaient toujours sur les lieux, des informations faisaient état d'un accrochage avec un groupe terroriste dans l'après-midi de jeudi.

Nos sources parlent de blessés enregistrés de part et d'autre mais sans aucune autre précision.

Cela étant, aucun bilan officiel n'est venu confirmer ou infirmer ces informations.

H. M.

## **ALI BENFLIS SE SOLIDARISE AVEC LES CHÔMEURS DE LAGHOUE ET DÉNONCE :**

# «Le pouvoir met en danger la paix sociale et la cohésion nationale»

**L'ancien chef du gouvernement, Ali Benflis, réagit vivement au procès des militants des droits des chômeurs de Laghouat. Dans un communiqué rendu public le jour même du procès, jeudi 12 février dernier, Benflis condamne fermement l'attitude du pouvoir dans cette affaire qui verra huit militants du «Conseil national des droits des chômeurs» écoper de peines d'emprisonnement ferme et ce, «pour avoir organisé un sit-in devant le tribunal de la ville pour dénoncer la poursuite arbitraire de l'un des leurs».**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -** Juriste de formation, Benflis fera remarquer, par ailleurs, que «ce geste de solidarité, somme toute naturel, a été sanctionné, de manière expéditive, hors la présence de leurs avocats et, donc, en violation du droit à la défense». Ce qui l'amène à conclure que «le pouvoir a, encore une fois, choisi la répression au dialogue face à un mouvement pacifique». Celui qui est, désormais, chef de file de l'opposition, notamment depuis la dernière élection présidentielle, écrira encore

que «cette lourdeur de la main du pouvoir politique pour réprimer la moindre expression d'opinion divergente ou de revendications aussi légitimes soient-elles, contraste avec le silence observé face aux crimes des véritables ennemis de la nation que sont les bénéficiaires impunis de la grande criminalité financière».

Benflis fait, ici, allusion aux dernières révélations quant aux avoirs de nombreux Algériens dans une grande banque suisse. De manière plus générale, Benflis, qui attend toujours le sort

qui sera réservé à son dossier d'agrément pour la constitution d'un parti politique, extrapole, de fait, sur la situation générale dans le pays, en ce début d'année 2015.

Il notera en effet que «le pouvoir politique, pris dans sa logique autoritaire, persiste dans son approche répressive et arbitraire face aux mouvements sociaux et ne semble pas avoir compris qu'il doit désormais tenir compte de l'éveil de la conscience citoyenne, à travers tout le pays, et dont les manifestations de In Salah sont la parfaite démonstration».

L'ancien chef du gouvernement, et comme à son habitude, conclura son communiqué en tirant la sonnette d'alarme. En substance, il affirmera qu'«en persistant dans sa volonté de réprimer toute manifestation en violation du droit constitutionnel de manifestation pacifique et dans son attitude hermétique aux attentes légitimes de la société, le pouvoir met en danger la paix sociale et la cohésion nationale».

K. A.

## **IL INVITE LE POUVOIR À SE DÉPARTIR DE SON STATUT DE SPECTATEUR**

# Ménasra avertit quant à des «alternatives dangereuses»

**La frénésie qui s'est emparée de la scène politique nationale avec la multiplication des initiatives et des offres politiques, le président du Front du changement (FC) y voit un signe de «bonne santé» plutôt qu'un «symptôme d'une quelconque pathologie».**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Abdelmadjid Ménasra, qui présidait, hier vendredi, les travaux du conseil national des étudiants du parti, s'est, en effet, montré «étonné» des interrogations que suscite cette panoplie d'initiatives politiques. «La logique aurait voulu que l'on applaudisse pareille situation puisque cela signifie que la classe politique est loin d'être stérile comme on l'a de tout temps accusée», a-t-il affirmé, estimant que c'est le «silence», voire l'indifférence, comportements non «patriotiques», selon lui, qui auraient normalement inquiété.

Des «tares» dont il accuse le pouvoir d'y exceller, l'invitant, dans ce sillage, à se départir de son rôle de «spectateur» et «s'imprégner» justement de ces différentes offres

politiques qui, ajoutera-t-il, ont beaucoup de «points communs». «Il s'agit de concéder des concessions pour le pays pas pour un quelconque parti ou obédience», précisera-t-il, renouvelant le même appel à l'opposition à l'effet de se retrouver autour d'une «même table». Car, selon lui, le risque est «gros» de se retrouver, faute d'avoir pris acte de ces initiatives, face à des alternatives «beaucoup plus dangereuses et que nous ne maîtrisons pas». Auquel cas, Ménasra dira prendre pour «seul et unique responsable le pouvoir devant le peuple et l'Histoire».

Par ailleurs, le président du FC a réitéré sa position de principe de prendre part à la conférence du FFS portant reconstruction du consensus national «sans aucun

préalable», comme fut le cas, précisa-t-il, quand «nous avons participé sans aucune condition», à la conférence de Mazafran du 10 juin dernier portant transition démocratique. «Le FC est prêt à participer à tout dialogue qui se déroule en Algérie, entre les Algériens et dans l'intérêt de l'Algérie», dira-t-il.

Il nourrira, néanmoins, des réserves quant aux manifestations publiques que l'opposition a programmées le 24 février prochain en soutien des populations du sud qui s'opposent au projet d'exploitation du gaz de schiste. «Nous débattons toujours au sein du parti quant à l'opportunité de pendre part à ces manifestations, réservés que nous sommes quant à la position de certains pairs du parti au sein de l'instance de concertation et de suivi de l'opposition quant à se passer des demandes d'autorisation pour ce faire», expliquera Ménasra en aparté.

Le premier responsable du FC avouera craindre d'éventuels «dérapages» que l'on ne manquera

pas d'exploiter et de faire «retourner» contre l'opposition.

Au sujet justement de ce projet d'exploitation du gaz de schiste, le Front du changement plaide pour son gel, le temps, selon le président, de «mener l'expertise technique nécessaire quant à l'opportunité ou pas d'une telle option économique».

Ménasra saluera, dans ce sillage, le «haut degré de responsabilité» des populations du sud du pays qui ont conféré à leur contestation un «comportement civilisé», reprochant au pouvoir son autisme et son traitement «inapproprié», allusion à la décision d'ériger certaines daïras de la région en wilayas déléguées.

A propos du débat sur l'histoire du pays, Ménasra défendra l'ex-président du RCD, en estimant que «toute personne peut écrire sur l'histoire du pays». Estimant que l'histoire «n'est pas sainte», Ménasra invitera à «éviter d'user de l'histoire» pour des «règlements de comptes».

M. K.

## **CONFÉRENCE NATIONALE DU CONSENSUS DU FFS**

# Le parti d'Amar Ghoul conditionne sa participation

**Initiée dans le cadre du deuxième round des consultations bilatérales avec les formations politiques, en prévision de la tenue de la Conférence nationale du consensus, le Front des forces socialistes (FFS) a rendu «visite» jeudi dernier au parti d'Amar Ghoul, Tadjamou Amel Al Jazaïr (TAJ), sans pour autant arracher le «oui» de participation.**

**Salah Benreguia — Alger (Le Soir) —** Ainsi, après le FLN et le RND, c'est autour du TAJ de conditionner sa participation à la Conférence sur le consensus national appelée depuis des semaines par le FFS.

Amar Ghoul qui a salué cette initiative a fait savoir que «la conférence du consensus est une opportunité pour davantage de solidarité, de rapprochement et de cohésion entre les Algériens et pour construire une Algérie meilleure, plus sûre et plus stable». «Elle demande même, selon Ghoul, plus d'efforts, d'unité, d'entente et de dépasser les intérêts personnels et si cela demande plus de temps, nous ferons encore le nécessaire pour l'atteindre». «Nous travaillons à accomplir les premières étapes qu'on a débutées», soutient le président du TAJ qui conditionne, comme ses pairs du RND et du FLN, sa participation.

Pour la même source, celle-ci reposait sur «plusieurs principes, dont le respect de la légitimité des institutions de l'Etat et l'enrichissement des réformes politiques, notamment la révision de la Constitution». Et d'annoncer que la décision à prendre part à cette conférence revient au conseil national du parti qui se réunira vers la fin du moins en cours afin d'«étudier et enrichir la feuille de route de cette initiative».

De son côté, le premier secrétaire du FFS s'est montré optimisme quant à l'aboutissement du processus d'organisation de la Conférence nationale du consensus. Pour Nebbou, l'initiative était sur «la bonne voie», ajoutant que le FFS «est déterminé à poursuivre les séries de rencontres avec les différents acteurs politiques». «Le FFS est en contact avec toutes les parties rencontrées déjà auparavant et l'initiative est dans la bonne voie», tient-il à assurer.

Par ailleurs, le premier secrétaire du FFS qui a conduit une délégation de plusieurs personnes (les députés Bettatache et Bouaïche ainsi que Rachid Hallat, membre de l'instance présidentielle...), a même ajouté que le plus vieux parti d'opposition travaillait à la formation d'un groupe de coordination regroupant des représentants des formations politiques en prévision de la tenue de la conférence du consensus national.

S. B.